

*Mission Permanente de la République du Congo
auprès des Nations Unies*



*Permanent Mission of the Republic of the Congo
to the United Nations*

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

REUNION SPECIALE SUR LA CRISE ALIMENTAIRE

**DECLARATION DE M. LUC JOSEPH OKIO
CHARGE D'AFFAIRES A.I.**

Vérifier au prononcé

- New York, le 20 mai 2008 -

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de vous dire toute l'appréciation de ma délégation pour cette heureuse initiative que vous avez bien voulu prendre en organisant cette réunion, prélude au Sommet de Rome (Italie) qui se tiendra du 3 au 5 juin prochain à l'initiative de la FAO sur le thème : « *Sécurité alimentaire, changement climatique et bioénergie* ».

Je saisis l'occasion pour saluer les initiatives du Secrétaire général, notamment la création d'une Equipe spéciale de haut niveau sur la pénurie alimentaire mondiale qui a tenu sa première réunion le 12 mai dernier.

Monsieur le Président,

Les émeutes de la faim, comme on les appelle couramment, ne sont que la partie visible de l'iceberg, car le mal est plus profond et ses conséquences plus importantes qu'on ne l'imagine, notamment là où les médias ne peuvent aller.

En effet, spéculation, désorganisation des filières de production, déséquilibre entre l'offre et la demande, bref ! les raisons qui induisent une situation alimentaire de plus en plus critique pour de nombreuses populations sont multiples et, les personnes les plus vulnérables, notamment les pauvres des zones rurales et des bidonvilles, en particulier les femmes et les enfants, sont les plus touchées.

Face à cette dégradation continue de la situation on ne peut que se demander à quoi ont servi les décisions prises à grand renfort de publicité depuis des décennies.

En effet, qu'avons-nous fait de nos engagements de 1996, lors du Sommet mondial de l'alimentation où les dirigeants de plus de 186 pays avaient pris l'engagement de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim avant 2015 ?

Qu'avons-nous fait du premier des Objectifs du Millénaire pour le Développement ? Des résultats du Sommet sur le développement durable de Johannesburg de 2002 ? Des résultats de la Conférence régionale de la FAO avec le NEPAD en 2004 qui aurait permis la transformation du système agricole de l'Afrique ?

Monsieur le Président,

Tout ce questionnement vise essentiellement à montrer l'urgence de prendre les mesures appropriées mais également de tenir les engagements pris.

Ces mesures sont plus ou moins répertoriées dans l'abondante documentation de la FAO et permettez-moi d'en relever quelques unes :

- L'accroissement des investissements dans l'agriculture aussi massivement que possible pour en assurer une transformation qualitative et quantitative notamment dans les pays en développement et particulièrement l'Afrique ; Ce qui suppose, entre autres, le développement de la recherche dans ce domaine ;
- La protection de la biodiversité dont la dégradation entraîne le recul des opportunités de croissance et d'innovation nécessaires pour relancer l'agriculture. Comme le dit si bien M. Alexandre Müller, Sous-directeur général de la FAO, je cite: "Il nous faut redoubler d'efforts pour protéger et gérer judicieusement la biodiversité au service de la sécurité alimentaire".
A cet égard, nous tenons à saluer la célébration de la *Journée internationale de la diversité biologique* ce 22 mai et surtout la tenue d'une importante réunion ce jour même à Bonn, dont le thème est le lien entre biodiversité et agriculture ;
- La réforme des politiques commerciales et la stabilisation des prix des produits pétroliers ;
- Il nous paraît également important de souligner la nécessité d'un changement radical de comportements de la part des nantis mais aussi de certains pays émergents dont l'expansion économique a accru la demande en carburants.

En effet, certaines denrées agricoles notamment les céréales sont détournées de leur usage initial. La production du Soja est presque exclusivement consacrée à l'alimentation du bétail. Face au défi environnemental et à la hausse vertigineuse du prix du pétrole, de nombreuses autres céréales (blé, colza, maïs, riz etc.) font office d'alternative à l'or noir pour les industriels. Une concurrence déloyale qui mine la production alimentaire et frappe de plein fouet les populations des pays en développement.

A cet égard, L'Afrique qui est déjà secouée par le plus grand nombre de conflits armés est aussi malheureusement le continent le plus touché par cette crise alimentaire mondiale qui a été qualifiée, à juste titre, par le Commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, M. Louis Michel, de véritable « *tsunami économique et humanitaire* ».

Monsieur le Président,

Conscient de la gravité du phénomène, et dans le souci d'anticiper sur les éventuelles manifestations populaires de nature à compromettre la stabilité et la paix chèrement acquises, le Gouvernement de mon pays a consacré le 12 mai dernier une réunion du Conseil des Ministres pour débattre exclusivement de la flambée des prix et de la pénurie des denrées de première nécessité.

A cet effet, une série de mesures à court, moyen et long termes ont été prises dans le but de répondre aux besoins vitaux des populations déjà fortement affectées par diverses sortes de fléaux, notamment la pandémie du VIH/Sida, le paludisme, la tuberculose etc.

Au nombre de ces mesures figurent notamment la suppression de la fiscalité parallèle et le réajustement de la fiscalité formelle tout en tenant compte des engagements pris par le Congo dans le cadre des négociations avec la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international ainsi que de la nécessité de préserver l'équilibre du budget de l'Etat.

Pour accompagner ces mesures, le Gouvernement a, dans l'immédiat, décidé entre autres de :

- Renforcer les capacités de régulation des prix et activités commerciales en recrutant, pour une période de trois à six mois, des contrôleurs commerciaux ;
- Favoriser l'émergence des Centrales d'achat des produits de première nécessité par la mise en œuvre des facilités commerciales ;
- Autoriser des exonérations pour tous les intrants et matériels agricoles importés.

L'ensemble de ces mesures à caractère national, pour être efficaces à long terme, devraient pouvoir bénéficier d'une conjoncture internationale favorable que nous appelons de tous nos vœux.

Monsieur le Président,

Ma délégation nourrit l'espoir que l'équipe spéciale de l'ONU sur la pénurie alimentaire sera à la hauteur des attentes des populations concernées en proposant une stratégie efficace de sortie de crise.

Par ailleurs, pour ouvrir des perspectives réellement encourageantes, le Sommet de Rome devrait aboutir sur des décisions réalistes, opportunes et des engagements consistants avec des mécanismes d'évaluation réguliers ; Car, cette crise qui constitue une nouvelle menace à la paix et la sécurité internationales, loin d'être passagère est croissante et représente, à n'en point douter, un défi majeur contre lequel toutes les énergies devraient être mises à contribution.

A cet égard, le Conseil Economique et Social a un grand rôle à jouer.

Je vous remercie. /